

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaine du 25 février au 3 mars 2025

### Sommaire

**Le chiffre de la semaine : Le budget de la défense en forte hausse, au détriment de l'APD .....2**

.....2

**Graphique de la semaine.....2**

**Fait marquant : Le Président américain laisse entendre qu'il serait prêt à signer un accord commercial avec le Royaume-Uni .....3**

**En bref .....3**

**Actualités macroéconomiques .....4**

CONJONCTURE .....4

FINANCES PUBLIQUES .....4

MARCHE DU TRAVAIL .....4

POLITIQUE MONÉTAIRE.....5

IMMOBILIER .....5

**Actualités commerce et investissement .....5**

COMMERCE ET INVESTISSEMENT.....5

UKRAINE .....6

**Actualités financières .....6**

REGLEMENTATION FINANCIERE .....6

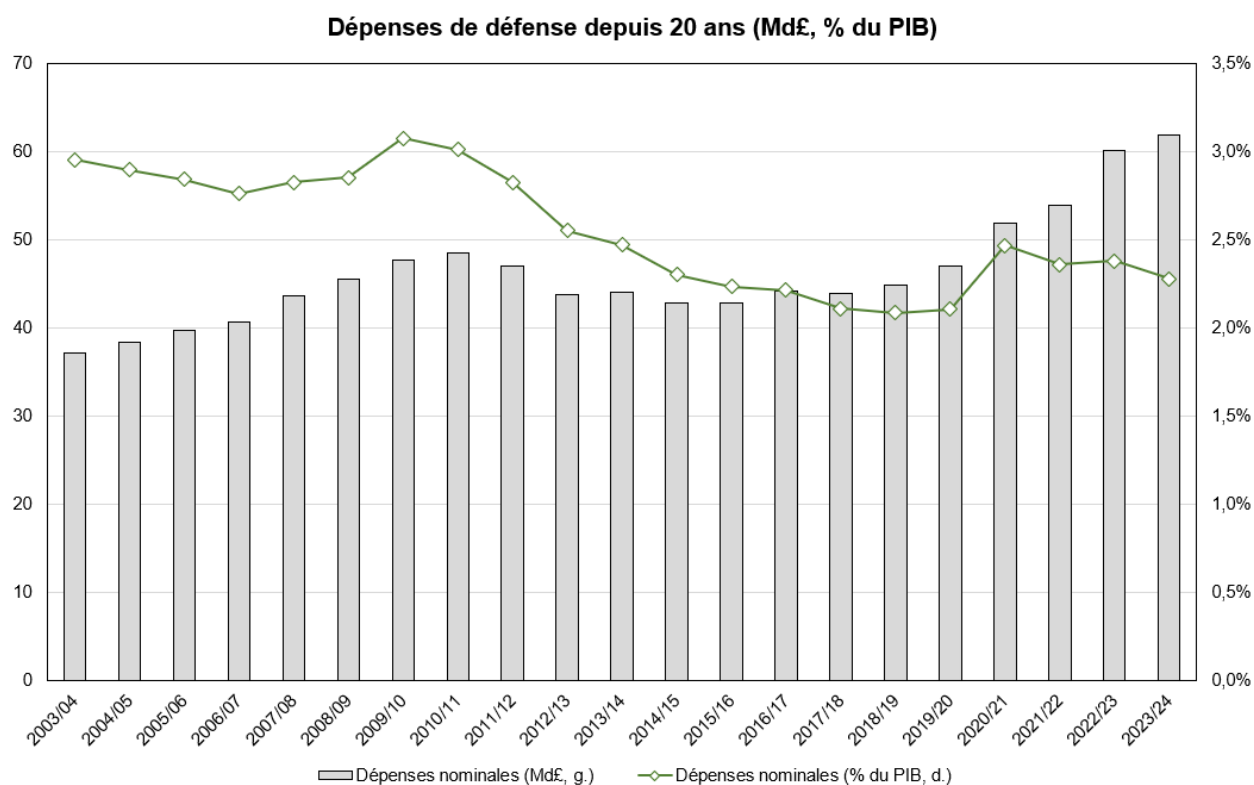
## Le chiffre de la semaine : Le budget de la défense en forte hausse, au détriment de l'APD

Le premier ministre, Keir Starmer, a [annoncé](#) que le budget alloué à la défense allait être augmenté à 2,5 % du PIB, d'ici à 2027. Le budget alloué au ministère de la défense correspond aujourd'hui à 2,3 % du PIB. Selon Keir Starmer, la menace que représente la Russie nécessite que les dépenses militaires augmentent sensiblement. Conformément à la promesse contenue dans le programme de campagne travailliste, le budget alloué à la défense atteindra donc 2,5 % du PIB, et ce dès 2027, et le premier ministre envisage même une hausse à 3,0 % à la prochaine législature. Or, les finances publiques britanniques sont contraintes par la nécessité de respecter les règles budgétaires : la marge budgétaire restante est désormais nulle. Ainsi, cette hausse d'environ 6 Md£ (bien que le gouvernement communique sur une hausse de « 13 Md£ ») sera financée par une réduction de l'aide publique au développement, qui passerait de 0,5 % à 0,3 % du RNB.

LE CHIFFRE À RETENIR

**2,5 %**  
du PIB

## Graphique de la semaine



Périmètre : Les dépenses de défense correspondent aux dépenses courantes et d'investissements allouées au ministère de la défense.

Note de lecture : En 2003-04, le budget du ministère de la défense s'élevait à 37 Md£, soit 3,0 % du PIB. En 2023-24, il s'élevait à 62 Md£ mais seulement 2,3 % du PIB.

Source : Ministry of Defence, *Defence departmental resources*: 2024.

## Fait marquant: Le Président américain laisse entendre qu'il serait prêt à signer un accord commercial avec le Royaume-Uni

Le Premier ministre britannique, Keir Starmer, s'est rendu à Washington jeudi 27 février afin de s'entretenir avec le Président américain, Donald Trump, et son administration. Lors de la conférence de presse conjointe, le Président américain a fait état de discussions en cours qui pourraient aboutir à la [conclusion](#) d'un accord commercial bilatéral, permettant au Royaume-Uni d'échapper aux droits de douane que les États-Unis envisagent pour le reste du monde, sans que les contours d'un tel accord aient été précisés à ce stade.

Malgré la réintroduction d'une proposition de loi bipartisane en vue de la négociation d'un accord de libre-échange avec le Royaume-Uni auprès du Congrès américain, la perspective d'un accord global semble peu probable à ce stade en raison des divergences de vues entre Londres et Washington sur les sujets agricoles et agroalimentaires ainsi que l'accès au marché dans le secteur de la santé.

Toutefois, les États-Unis et le Royaume-Uni pourraient [s'accorder](#) sur un « *new economic deal* », selon les [mots](#) du Premier ministre britannique, centré sur les « technologies avancées ». Ce partenariat pourrait notamment renforcer la coopération en matière réglementaire, a fortiori sur l'intelligence artificielle, ainsi que les investissements croisés dans le secteur du numérique.

La perspective d'un accord américano-britannique a été favorablement accueillie par l'[US Chamber of Commerce](#) et la [British Chambers of Commerce](#).

## En bref

- La livre sterling s'apprécie par rapport à l'euro et atteint 1,2107 € (+0,3 % sur la semaine). Face au dollar américain, la livre s'apprécie également, à 1,2661 \$ (+0,2 % sur la semaine).
- Au 3 mars, le rendement du *gilt* (obligation souveraine) à 10 ans s'établit à 4,55 %, très légèrement en-dessous de la semaine passée (-2 pdb).
- L'Autorité en charge de la défense commerciale (*Trade Remedies Authority*, [TRA](#)) recommande l'extension des droits de douane anti-dumping et des contre-mesures imposées aux importations chinoises d'acier à revêtement organique (utilisés dans la construction, les équipements de chauffage et de ventilation).
- L'unité en charge du contrôle des exportations (*Export Control Joint Unit*, [ECJU](#)) retire le Rwanda de la liste des destinations autorisées dans le cadre de 4 licences générales d'exportations.
- L'Agence de crédit-export britannique (*UK Export Finance*, [UKEF](#)) apporte son concours à l'entreprise écossaise First Tech, insérée dans la chaîne de valeur de l'éolien en mer.
- Les 86 fonds de pension des collectivités locales d'Angleterre et du Pays de Galles indiquent être défavorables au projet du gouvernement de les fusionner en 8 grands fonds, selon le [Financial Times](#).

# Actualités macroéconomiques

## Conjoncture

**En janvier, le flux net de crédits à la consommation a augmenté, selon la Banque d'Angleterre.** L'emprunt net par crédits à la consommation a baissé, passant de 1,1 Md£ en décembre à 1,7 Md£ en janvier. L'emprunt via les cartes de crédit a augmenté, de 0,4 Md£ en décembre à 1,1 Md£ en janvier. L'emprunt par d'autres formes de crédit à la consommation (prêts personnels, concessionnaires automobiles...) s'est maintenu à 0,7 Md£ sur la même période.

**Les approbations de prêts hypothécaires ont baissé en janvier, selon la Banque d'Angleterre.** Le nombre de prêts hypothécaires accordés pour l'achat de logements a été de 66 200 en janvier (après 66 500 en décembre). Cet indicateur est utilisé par la Banque d'Angleterre pour estimer l'emprunt futur. En revanche, les approbations nettes de réhypothèques ont augmenté à 32 900 en janvier. Enfin, les particuliers ont contracté, en net, 4,2 Md£ de dettes hypothécaires en janvier, contre 3,3 Md£ en décembre.

## Finances publiques

**Le recours aux grands cabinets de conseil a coûté 1,5 Md£ au gouvernement britannique en 2024, alors qu'un objectif de forte réduction avait été annoncé en juillet 2024.** À l'issue de l'audit des finances publiques de juillet 2024, la chancelière – Rachel Reeves – avait annoncé l'arrêt des dépenses non essentielles de recours aux cabinets de conseil, puis la diminution de moitié en 2025-26, de manière à économiser 550 M£ en 2024-25 puis 680 M£ en 2025-26. Or, au second semestre de 2024, 262 contrats d'une valeur totale de 837 M£ ont été conclus avec de grands cabinets de conseil (Deloitte, PwC, KPMG, EY, Bain, McKinsey, BCG, ...), ce qui représente une hausse en valeur de 35 % par rapport au second semestre de 2023. Ainsi, des interrogations subsistent quant à la capacité du gouvernement à effectivement réduire ce type de dépenses, conformément à l'objectif annoncé.

## Marché du travail

**Le nombre de jeunes sans emploi, formation ou études croît au Royaume-Uni.** D'après des statistiques en développement de l'ONS, le nombre de jeunes âgés de 16 à 24 ans considérés comme « NEET » (*no education, employment or training*) est de 987 000 au dernier trimestre de 2024 – soit 13,4 % de la tranche d'âge (+110 000 par rapport au T4 2023). Le phénomène est légèrement plus marqué pour les jeunes hommes (14,4 %) que les jeunes femmes (12,3 %).

**Selon la *Living Wage Foundation*, la part d'emplois rémunérés en dessous d'un salaire permettant de subvenir aux besoins de base a fortement augmenté.** L'organisation de plaidoyer *Living Wage Foundation* calcule un « *real living wage* » qui correspond au salaire minimum permettant de subvenir aux besoins quotidiens en prenant en compte le coût de la vie : ce dernier est estimé à 12,6 £/h au Royaume-Uni et 13,85 £/h à Londres. Un récent rapport dévoile que 15,7 % des emplois, en avril 2024, étaient rémunérés en dessous de ce seuil (après 13,0 % en avril 2023), soit environ 5 millions d'emplois. Il s'agit de la hausse annuelle la plus forte depuis que ces analyses sont réalisées (2012). En Irlande du Nord, cette part atteint 20,6 % des emplois totaux. Le phénomène affecte relativement plus les femmes et les emplois à temps partiel. Cette progression marque une rupture avec la tendance post-pandémie, où la pénurie de main-d'œuvre avait conduit les entreprises (surtout dans l'hôtellerie et la logistique) à proposer des salaires d'entrée plus élevés. Depuis, les employeurs semblent contraints

par le ralentissement de l'économie et la hausse du coût de l'emploi induite par les récentes décisions gouvernementales (e.g. hausse de cotisations patronales).

**Les employés à très bas salaires pourront désormais bénéficier du droit au congé maladie.** Cette réforme s'inscrit dans le cadre du projet de loi sur les droits des travailleurs, issu du programme électoral du parti travailliste, et pourrait coûter jusqu'à 5 Md£ par an aux entreprises britanniques. Jusqu'à présent, les salariés gagnant moins de 123 £ par semaine n'avaient pas droit au *Statutory Sick Pay* (SSP), l'indemnité maladie légale, dont le taux actuel de 116,75 £ par semaine (versé après trois jours d'arrêt) augmentera à 118,75 £ en avril. Désormais, tous les travailleurs bénéficieront du SSP dès le premier jour de maladie, les plus bas salaires recevant 80 % de leur rémunération ou le taux universel, selon ce qui est le plus faible

## Politique monétaire

**Dave Ramsden, membre du Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre, souligne que les risques d'inflation au Royaume-Uni se sont accrus en raison de la croissance salariale plus forte que prévu, rendant la baisse progressive des taux d'intérêt plus incertaine.** Lors d'un discours à l'Université de Stellenbosch en Afrique du Sud, D. Ramsden a mis en avant l'incertitude élevée qui entoure l'économie britannique, notamment en ce qui concerne le marché du travail et la persistance des pressions inflationnistes. Bien qu'il reste d'avis qu'un processus désinflationniste est en cours, il appelle à une approche prudente et graduelle, et insiste sur la présence de risques aussi bien inflationnistes que déflationnistes. D. Ramsden a également évoqué les effets du contexte international (développements géopolitiques récents et fragmentation commerciale) sur le Royaume-Uni, une « économie ouverte relativement petite » particulièrement vulnérable à ces facteurs externes. Pour lui, cette incertitude accrue élargit la gamme des scénarios économiques considérés par la Banque d'Angleterre pour leur orientation de politique monétaire.

## Immobilier

**Selon Nationwide, les prix de l'immobilier sont en hausse pour le sixième mois consécutif au mois de février.** Les prix des maisons ont augmenté de +0,4 % au mois de février (après +0,1 % en janvier). En glissement annuel, l'augmentation des prix des maisons s'établit à +3,9 % (après +4,1 % en janvier). Selon l'économiste en chef de Nationwide, le marché immobilier britannique reste résilient malgré les défis d'accessibilité, avec une hausse des transactions au second semestre 2024 (+14 % par rapport à 2023) et une reprise notable des primo-accédants, dont les achats n'étaient que 5 % inférieurs au niveau de 2019. L'anticipation de la hausse de la *stamp duty* en avril pourrait générer de la volatilité à court terme, puisque les acheteurs pourraient se précipiter pour éviter la hausse de l'impôt.

## Actualités commerce et investissement

### Commerce et investissement

**Le gouvernement communique sur les retombées économiques du récent déplacement ministériel en Inde.** À l'issue du déplacement à New Delhi et à Bangalore du ministre du Commerce et des Entreprises, Jonathan Reynolds, et de la ministre déléguée à l'Investissement, Poppy Gustafsson, le Royaume-Uni aurait sécurisé des investissements à hauteur de 100 M£ de la part d'entreprises indiennes – par exemple 25 M£ sur 3 ans de la part d'Aaseya Technologies dans l'automatisation et la transformation numérique des entreprises. Le déplacement a également permis d'élargir les opportunités pour les entreprises britanniques de l'assurance en Inde.

Enfin, de nombreuses entreprises britanniques ont [annoncé](#) avoir intensifié leurs liens commerciaux avec l'Inde).

**L'administration en charge de la promotion des exportations et de l'attractivité vers le Royaume-Uni pourrait subir des réductions de personnel.** Selon le [Financial Times](#), le Département des Entreprises et du Commerce pourrait avoir 30 à 40 % de personnel en moins, tandis que l'*Office for Investment* deviendrait la principale agence de promotion des investissements. Ces restructurations envisagées (non confirmées) auraient lieu dans le cadre de la *spending review* en cours, et poseraient la question de la manière dont le gouvernement entend mettre en œuvre la priorité qu'il s'est donnée d'attirer les investissements internationaux et de soutenir la croissance.

## Ukraine

**Le Royaume-Uni signe un accord de prêt de 2,26 Md£ avec l'Ukraine pour renforcer les capacités militaires ukrainiennes.** L'[accord](#) a été signé entre la Chancelière de l'Échiquier Rachel Reeves et le ministre des finances ukrainien Sergii Marchenko, la veille du sommet organisé à Londres par K. Starmer autour de V. Zelensky et de chefs d'État occidentaux. Le prêt, en trois tranches annuelles de 752 M£, s'inscrit dans le cadre du schéma ERA (*Extraordinary Revenue Acceleration*) du G7, et sera remboursé en utilisant les revenus générés par les actifs russes gelés.

## Actualités financières

### Règlementation financière

**La FCA a présenté aux sociétés de gestion de portefeuille ses [priorités](#) de supervision pour 2025, principalement axées sur la gestion d'actifs et les investissements alternatifs.** Elle se concentrera dans un premier temps sur la confiance dans les marchés privés, en publiant un rapport sur les pratiques de valorisation des actifs privés et en examinant les conflits d'intérêts potentiels au sein des sociétés de gestion. Elle mettra également l'accent sur la résilience financière face aux perturbations de marché, notamment en surveillant les risques de liquidité et d'effet de levier. Enfin, la FCA continuera de promouvoir les bonnes pratiques visant à offrir de la valeur aux consommateurs, en publiant une revue des unités de compte et des *Model Portfolio Services* (MPS), tout en soutenant la crédibilité du marché des investissements durables. Pour rappel, les sociétés de gestion de portefeuille britanniques totalisent près de 14,5 Md£ d'actifs sous gestion.

**Dans un [discours](#) à l'Association des assureurs britanniques, le directeur général de la FCA Nikhil Rathi est revenu sur les initiatives prises par l'autorité de régulation pour soutenir la croissance de l'économie britannique.** Il a d'abord annoncé que la FCA n'exigera plus des entreprises qu'elle supervise de désigner un « champion des consommateurs » (poste dédié à garantir que les intérêts des consommateurs sont priorités dans les activités commerciales de l'entreprise). Nikhil Rathi a mentionné les 50 propositions pour la croissance qu'il a soumises au Premier ministre en début d'année. Celles-ci portent notamment sur l'accessibilité des prêts hypothécaires, les paiements numériques et la promotion internationale des services financiers britanniques. Il a également soulevé la question de l'appétit au risque et des conséquences potentielles pour les consommateurs, et a exprimé le besoin de disposer de métriques claires quant au degré de tolérance pour les pertes et les faillites dont doit témoigner la FCA. Enfin, concernant le rythme des changements réglementaires, la FCA entend limiter les réformes à grande échelle dans sa prochaine stratégie quinquennale. Rathi a suggéré que, si elle avançait rapidement, la FCA

pourrait offrir des périodes de transition plus longues pour répondre aux diverses demandes du secteur.

**Le *Financial News* [révèle](#) que la FCA chercherait à mieux comprendre comment les banques d'investissement structurent et exécutent les programmes de rachat d'actions pour les entreprises cotées à la bourse de Londres.** Alors que cette pratique prend son essor, l'autorité s'intéresse à ces opérations car les frais qui y sont liés peuvent parfois être élevés et mal compris par les entreprises qui font appel aux services des banques pour les réaliser. La FCA se pencherait sur cette pratique au motif que le montant élevé des frais facturés par les banques réduit le montant final retourné aux actionnaires.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)